

Précaires, privés(es) d'emploi

Ne restez pas isolés(es), défendez-vous!

L'attaque conjuguée contre le droit du travail et l'assurance chômage, risque de nous renvoyer 80 ans en arrière, avant la grève générale de 1936 et les accords de Matignon!

Pas en notre nom!

Perfidement les promoteurs de la loi El Khomri prétendent casser le droit des travailleur-euse-s pour résorber le chômage. Et d'accuser dans la foulée, les syndicats de défendre uniquement les "insiders" (SIC), c'est-à-dire ceux qui ont un emploi et "de faire le choix du chômage" (re SIC). Comme si faciliter les licenciements créait de l'emploi! Comme si faciliter les divorces augmentait les mariages? N'est-ce pas se moquer du monde? Pour le CNTPEP – CGT, troquer un emploi contre des droits n'est pas acceptable! Promettre le pire pour tous(tes) au nom de "l'équité", non merci! Et en tous cas pas en notre nom!



Des licenciements à volonté

Dans les faits, ce sont **les licenciements à volonté** qui sont offerts aux patrons: un(e) salarié-e qui refuserait une modification (baisse de salaire, modification du temps de travail, des horaires,...) de son contrat de travail pourrait être licencié, une entreprise pourrait faire un plan de licenciements même en l'absence de difficultés économiques, et de toutes façons, même illégal le licenciement ne coûtera pas grand-chose aux patrons (plafonnement des indemnités aux Prud'hommes)



50 milliards d'aides aux entreprises

Si cette loi venait à passer, évidemment le chômage connaîtrait une nouvelle poussée! D'où un effet 2ème lame, avec la renégociation de l'assurance chômage! Prévoyant un déficit de 4,4 milliards d'€, le patronat veut réduire la durée d'indemnisation à 12 mois et d'en baisser le montant "dégressivement" pour faire face aux nombreux nouveaux chômeurs, sans augmenter le budget de l'UNEDIC! Ben voyons! Que sont ces 4,4 milliards d'€ de déficit, au regard des **50 milliards d'aides perçues par les entreprises** dans le cadre du CICE? Et sans avoir créé un seul emploi en contrepartie!

Le 31 mars soyons tous-tes) dans la rue

Ces contre-réformes ne doivent pas passer! C'est l'affaire de tou-te-s celles et ceux qui n'ont que leur force de travail pour subvenir à leurs besoins que d'empêcher ce retour vers le XIXème siècle au temps de Germinal! **Le 31 mars soyons tou-te-s dans la rue** pour bloquer ces régressions sociales.

Des solutions existent.

Le CNTPEP-CGT fait des propositions qui permettraient de concilier efficacité économique et progrès social. Notamment en revendiquant **10 droits universels**:



Droit au Travail
À la dignité
À la formation
Aux vacances –
Aux loisirs et la culture
Aux transports
Au logement
À la santé
À la famille
À des moyens décents pour vivre.

La CNTPEP, appelle tous les travailleurs-ses privé-e-s d'emploi et précaires, à participer aux différentes mobilisations qui auront lieu partout en France dans les jours à venir pour obtenir ce retrait, notamment celle du 31 mars.

Défendez-vous! Ne restez pas isolé-e-s



Chômeur rebelle,

Je me syndique à la CGT - Je souhaite recevoir des informations

Nom – Prénom : _____

Age : _____

Adresse : _____

Mail : _____ Téléphone : _____

A découper et à envoyer au : **Comité National CGT Chômeurs**

263, rue de Paris à Montreuil 93100

Mail : chomeur@cgt.fr. Tel : 01 55 82 82 20

Montreuil, le 16 mars 2016